

éclairages

SOCIÉTÉ

Secteur de l'édition

Un monde de paradoxes

Des entreprises plus que rentables, mais des salariés sous-payés.
Une gestion qui traque le moindre coût. Bienvenue dans le monde des livres.



Arnaud Robin/Hoa-Oui/Eyedea

Le mythe de l'édition familiale permet aux groupes d'exploiter les salariés d'un bout à l'autre de la chaîne du livre.

« Les chiffres écrasent les lettres ». C'est par ce slogan éloquent que les salariés d'Editis, deuxième groupe d'édition derrière Hachette Livre, dénoncent un scandale qui fera date dans le secteur. Fin mai 2008, les 2 500 personnes travaillant au sein des nombreuses maisons d'édition qui appartiennent au groupe, comme Plon, Nathan, Robert Laffont ou Le Cherche Midi, sont stupéfaites. Elles apprennent par les journaux que non seulement Editis est racheté par le groupe de presse espagnol Planeta, mais à cette occasion, une dizaine de cadres dirigeants vont se partager 37 millions d'euros. Propriétaire d'Editis qu'il a acheté à Vivendi en 2004, le groupe Wendel, dont le baron Ernest-Antoine Seillière, préside le conseil de surveillance, a opéré une transaction de LBO (*leveraged buy-out*). Autrement dit, Editis a de nouveau été racheté par emprunt et l'entreprise doit continuer de rembourser elle-même la dette des acquéreurs. Wendel obtient une plus-value de 500 millions d'euros en cédant Editis à Planeta.

Une opération financière immorale. Soumis depuis quatre ans à une politique de rentabilité accrue pour rembourser la dette et augmenter la valeur de la société, les salariés sont choqués. Maryanick Le Du, secrétaire CFDT du comité de groupe Editis, résume le sentiment général : « Jusqu'alors, on pouvait penser que l'édition était un sec-



Denis/Réa

Editis a été cédé par Wendel à Planeta pour une pure opération financière.

teur épargné par les pratiques financières, mais nous nous sommes soudain retrouvés confrontés aux méthodes les plus vulgaires de la finance. » Et de souligner l'ampleur de l'inégalité de traitement entre les dirigeants et les salariés : « Qu'ils travaillent dans la production littéraire ou dans la distribution des livres, tous les salariés du groupe ont réalisé la rentabilité à deux chiffres que l'on exigeait d'eux, et ce, sans réelle augmentation salariale. Quand la presse révèle que certains dirigeants vont multiplier par 150% leur rémunération à la faveur de cette transaction, ces sommes apparaissent indécentes ! »

Phénomène inédit dans l'édi-

tion où les mobilisations sociales massives sont rares, un bras de fer s'installe entre l'intersyndicale, très soutenue par les salariés, et la direction d'Editis. A la fin de l'été 2008, les syndicats signent un accord qui instaure le versement d'une prime de 1 500 € à chaque salarié, la création d'un plan d'épargne adossé aux bénéfices du groupe et la mise en place d'une GPEC. « Alors que les salariés entendent habituellement un dis-

cours sur le livre en tant qu'objet culturel qui ne doit pas être considéré comme un produit commercial, c'était la première fois qu'on parlait ouvertement d'argent et que l'on affirmait que l'édition est un secteur qui réalise des bénéfices », fait remarquer Maryanick Le Du.

Précarité généralisée. Pour Martine Prosper, secrétaire générale du Syndicat national livre édition (SNLE-CFDT), cet événement a permis de briser l'image soigneusement entretenue par un milieu très feutré, que même les médias perpétuent. Gallimard, Grasset, Flammarion..., la plupart des maisons dont les noms sont si fortement associés à des familles charismatiques ont quitté le sixième arrondissement de Paris, fait remarquer Martine Prosper. Editrice chez Casterman, qui appartient au groupe Flammarion, Martine travaille dans une haute tour high-tech près de la Bibliothèque nationale de France, qui n'a rien à envier à celles de La Défense. Auteur d'un article très remarqué au moment de l'affaire Editis, que *Le Monde* a publié l'année dernière sous le titre « Edition : l'envers amer du décor », elle prépare un livre pour dénoncer l'imposture d'un secteur qui joue sur son

Le milieu très feutré de l'édition entretient soigneusement l'image d'une entreprise artisanale

image artisanale. « Ce mythe permet d'exploiter les personnes qui travaillent d'un bout à l'autre de l'édition. La dimension sociale est très méprisée, déplore Martine. On essaye toujours de vous faire croire qu'il n'y a pas d'argent. Lors de chaque négociation salariale annuelle, nous devons faire face à un chœur de pleureuses qui nous dit que toute augmentation est impossible! »

La politique salariale est particulièrement cynique. Les salaires minima sont inférieurs au Smic. Le cœur de métier (édition, iconographie, marketing...) est constitué de cadres, essentiellement des femmes embauchées avec un diplôme Bac+5 à 1 300 € bruts en moyenne et, pour lesquelles, les perspectives d'évolution sont limitées.

Des bataillons de jeunes universitaires accumulent les années de stage pour pouvoir entrer dans le sérail. Martine Prosper estime, par ailleurs, le nombre de free-lances à 13 000. Presque aussi nombreux que les salariés permanents, ils sont dans ce qu'elle appelle « la zone noire » de l'emploi dans l'édition. Correcteurs, maquettistes, traducteurs, etc., ils travaillent à domicile et sont payés au lance-pierres en droits d'auteur ou en honoraires au lieu de salaires.

« Cette situation est liée aux méthodes de gestion des grands groupes », analyse Martine Prosper. La production, l'achat de papier, les systèmes d'information..., tout est centralisé pour faire « la chasse » aux coûts. La masse salariale est au mieux maintenue, sinon diminuée afin d'augmenter les critères dits « de performance ».

La culture de l'opacité. Le mythe de l'entreprise artisanale renforce le manque de transparence. Depuis le rachat du Seuil par La Marti-



Patrick Tournéneuf/Tendance Floue

En 2007, la France a produit près de 700 millions de livres.

nière, il y a quatre ans, les syndicats tirent la sonnette d'alarme. La fusion des outils de distribution et de diffusion des deux maisons a été réalisée trop rapidement et a créé des dysfonctionnements. Au début de l'année, la direction a annoncé des mesures de redressement : une baisse de la production de 20 %, le gel des salaires et l'ouverture d'un guichet départs. « Nous avons refusé la mise en place d'un guichet départs hors du cadre de la procédure légale d'un PSE », précise Ralph Morelot, secrétaire CFDT du comité d'entreprise au Seuil. Nous devons avoir une vision

globale des mouvements dans les services. Quelle est la pertinence des suppressions de postes annoncées depuis ? Aucune justification économique n'a été donnée. » Alors que la direction a proposé début avril un accord de méthode, les élus sont toujours en attente d'informations sur la santé économique et financière de l'entreprise. « De quelle manière cette réorganisation va dégager la rentabilité attendue ? s'interroge Ralph Morelot. La loi prévoit que le comité d'entreprise forme un avis éclairé, mais on est en plein obscurantisme ! »

Les principaux groupes de l'édition française

- **Hachette Livre** (19,4 % du chiffre d'affaires de l'édition en 2007). Détenue par Lagardère, Hachette Livre regroupe Fayard, Grasset, Stock, Harlequin, Hazan, Hatier, Dunod, Le livre de poche...
- **Editis** (16,9 %). Détenue par Planeta, Editis regroupe les Presses de la cité, Pocket, Plon, Perrin/Presses de la Renaissance, Robert Laffont, La Découverte, Le Cherche midi, Nathan, Le Robert...
- **Gallimard** (6,6 %). Folio, La Pléiade, Denoël, Mercure de France, Joëlle Losfeld...
- **Flammarion** (3,4 %). Détenue par Rizzoli Corriere della Serra (RCS), Flammarion regroupe Arthaud, Casterman, Fluide glacial...
- **Média Participations** (4,7 %).

Dargaud, Dupuis, Lombard, Fleurus...

- **Albin Michel** (3,3 %)
 - **La Martinière Groupe** (3,2 %). Le Seuil, Delachaux et Niestlé, L'Olivier...
 - **Actes Sud** (2,2 %).
- Le chiffre d'affaires global de l'édition française est estimé à 5 milliards d'euros (en ventes de livres à la sortie de caisses). Il est évalué à 2,9 milliards d'euros hors remises de diffusion, distribution et détaillants. On compte près de 8 000 entreprises d'édition mais seulement 300 d'entre elles représentent 90 % du chiffre d'affaires de l'édition en France. Plus de 16 000 salariés permanents sont employés dans le secteur de l'édition (hors librairies).

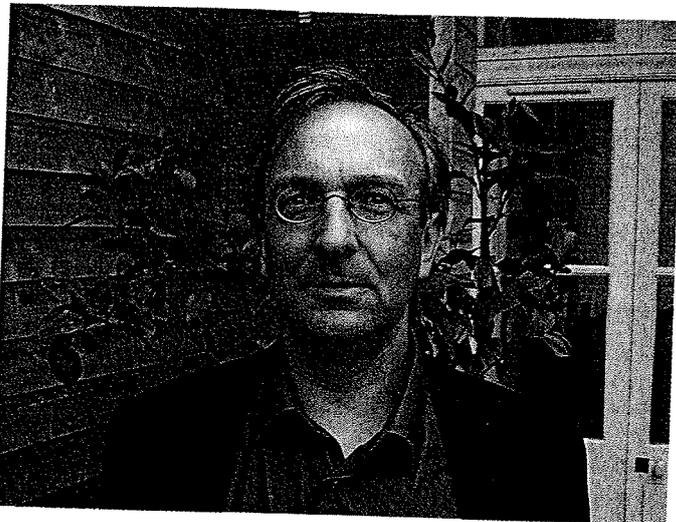
Le phénomène de concentration et les méthodes de gestion associées ont aussi eu des impacts sur le cœur de métier. « On continue de faire croire qu'un auteur peut envoyer son manuscrit et qu'il pourra être publié sans tenir compte des enjeux financiers. En réalité, aujourd'hui, il n'est plus admis de perdre de l'argent sur un seul livre », explique Martine Prosper.

Le travail éditorial modifié. L'édition continue pourtant de produire des invendus. Un quart des ouvrages (200 millions de livres), reviennent des librairies et vont au pilon. Le livre est certes une activité de prototype, mais il s'agit aussi de faire vivre les centres de distribution détenus par les grands groupes d'édition, qui perçoivent une commission aussi bien sur les flux aller que retour.

La rentabilité est le maître mot. Une partie du produit des best-sellers n'est plus nécessairement reversée aux collections dites « plus difficiles » et des pans entiers de l'édition comme les sciences humaines sont menacés. Travaillant depuis plus de quarante ans chez Hachette, José Benchetrit constate qu'appartenir à un grand groupe comme Lagardère limite l'autonomie éditoriale. L'obsession de la réduction des coûts est telle que de plus en plus de postes d'éditeurs sont supprimés pour être remplacés par des contrôleurs de gestion ! « Les effectifs sont au taquet, les salariés travaillent chez eux le soir et le week-end, observe-t-il. La politique éditoriale est nécessaire pour faire vendre les livres, il faut arrêter de diminuer les coûts ! » Pour autant, José Benchetrit estime que la créativité est relativement préservée. Et de citer des maisons d'édition comme Lattès, qui a pu survivre pendant

quelques années parce qu'elle était adossée à Hachette alors qu'elle était dans le rouge, jusqu'à ce qu'elle publie *Le Da Vinci Code*, un pari incroyable et très payant.

3 questions à Bernard Legendre Chercheur*



Le secteur du livre a longtemps été considéré en crise. Aujourd'hui, on le présente comme une « valeur refuge ». Comment expliquer cette contradiction ?

Il existe un discours récurrent et très amalgamant sur le livre en crise. Des facteurs de crise sont identifiés. D'une part, le livre est en concurrence avec d'autres biens culturels comme la télévision et, plus récemment, les offres numériques. D'autre part, les pratiques de lecture ont évolué. Mais on ne peut pas affirmer pour autant que l'édition est en crise car la filière a su développer des produits adaptés à ces évolutions : les livres de poche et les collections à bas prix occupent aujourd'hui une place importante dans l'économie du livre. Quant à la crise qui frappe actuellement plusieurs secteurs d'activités, peut-on dire que l'édition y échappe ? La prudence s'impose. Selon les libraires, les ventes de fin d'année ont montré que les consommateurs considèrent le livre comme un produit qui n'est pas si cher, voire moins cher que les autres produits culturels. Le public des librairies a aussi un pouvoir d'achat plus élevé que la moyenne et il fait un choix militant en achetant des livres. Ces

aspects peuvent expliquer que la visibilité de la crise est modérée dans la filière du livre.

L'édition n'est-elle pas constituée d'entreprises comme les autres, avec des stratégies financières et économiques qui incitent à la concentration ?

La représentation dominante de l'édition, qui serait exclusivement composée d'esthètes et d'amoureux de la littérature ayant uniquement des préoccupations créatives, gomme les réalités économiques du secteur. L'édition est la première industrie culturelle devant la musique ou la vidéo. Elle est constituée d'entreprises rentables, avec des grandes structures comme Hachette, Editis ou Flammarion et des petites structures qui fonctionnent de manière plus artisanale et indépendante mais qui sont tout aussi rentables. La financiarisation de l'édition est très explicite, mais elle n'explique pas à elle seule le phénomène de concentration. Celui-ci est en partie inéluctable car pour accéder au marché, il faut passer par des outils industriels de distribution. Les groupes qui les dirigent ont tendance à acheter des structures éditoriales

plus petites pour alimenter leur catalogue de distribution. De leur côté, les maisons d'édition peuvent rencontrer des difficultés à se développer, les banques étant de plus en plus réticentes à les financer. En les achetant, les grands groupes peuvent les soutenir facilement dans leur développement et y gagnent en diversifiant leurs marques. Actes Sud, qu'on a tendance à présenter comme une structure artisanale, est en réalité un groupe qui s'est constitué suivant cette logique.

Quels sont les principaux enjeux d'évolution de la filière ?

On a assisté très récemment à des tentatives de déstabilisation de la loi Lang, qui a institué le prix unique du livre en 1981. Avec l'argument que les livres sont trop chers, ces attaques suivaient un esprit de dérégulation ultralibérale. Le rapport rendu par Hervé Gaymard en mars dernier à la ministre de la Culture a montré le bien-fondé du système du prix unique et avance qu'il serait dangereux d'y toucher. Il permet en effet d'éviter la concurrence excessive de la grande distribution, qui risquerait sinon de vendre à bas prix et en grande quantité des ouvrages de vente facile, tandis que les libraires se limiteraient aux livres s'adressant à un public plus restreint. Sans le prix unique, non seulement la survie des librairies serait menacée, mais la créativité éditoriale également. Autre débat en cours, avec le développement du numérique se pose la question de savoir si on peut se passer des éditeurs, puisque les auteurs pourraient directement mettre en ligne leurs œuvres. C'est une illusion car le rôle de l'éditeur ne se limite pas à la fabrication du livre. Il apporte une valeur ajoutée, du travail d'écriture à la mise en forme jusqu'à la promotion du livre auprès du public et des points de vente.

Propos recueillis par Nadège Figarol

* Chercheur au Laboratoire des sciences de l'information et de la communication de l'Université Paris XIII et directeur du master « Politiques éditoriales ».

Paradoxe social. L'édition n'est pas à une contradiction près, y compris socialement. Le scandale d'Editis a eu un effet bénéfique : il a entraîné une prise de conscience des salariés dans tout le secteur. Fait historique, la CFDT a créé l'année dernière une section syndicale au sein de la maison Gallimard, une entreprise connue pour sa gestion très paternaliste où tout contre-pouvoir est interdit. Les deux candidates cédétistes ont gagné dès le premier tour, révélant « le ras-le-bol » des salariés. La difficulté à exercer un mandat syndical est telle que, ultime paradoxe de l'édition, les grands groupes ont au moins permis de formaliser les relations sociales. Martine Prosper remarque : « *Le fait d'avoir été racheté par un grand groupe italien qui a structuré l'organisation et les services comme les ressources humaines nous a permis de développer une culture du dialogue social au sein de Flammarion. Cela ne veut pas dire qu'il y ait une politique sociale, mais l'expression des salariés est entrée dans les mœurs. Tout est possible dans ces entreprises !* »

Nadège Figarol

EN SAVOIR PLUS

- Martine Prosper, *Édition, l'envers du décor* (titre provisoire), Nouvelles Éditions Ligne, à paraître en septembre 2009
- François Rouet, *Le livre, mutations d'une industrie culturelle*, La documentation française, mars 2007
- Gisèle Sapiro (sous la direction de), *Les contradictions de la globalisation éditoriale*, Nouveau Monde éditions, janvier 2009
- Bertrand Legendre, *L'édition*, Le Cavalier Bleu éditions, janvier 2009